



Collectif CGT- FSPOEIE

Ouvriers d'Etat

26 mai 2016

Une étape réussie !
Pour la reconquête de nos missions,
La sauvegarde de nos emplois et de nos statuts.

Paris :
300 manifestants

Le collectif CGT reçu au
cabinet de la Ministre de
la Fonction Publique



Bordeaux :
600 manifestants

Une délégation reçue à la
Région

Brest :
350 manifestants

Une délégation reçue
en Préfecture



Toulon :
600 manifestants

Une délégation reçue en
Préfecture



Clermont Ferrand:
300 manifestants

Une délégation reçue en
Préfecture



Toulouse:
60 manifestants

Une délégation reçue en
Préfecture



Au total, 2500 manifestants sur les lieux de rassemblements mais aussi dans les services et établissements.

Incontestablement, la CGT en mobilisant les Ouvriers d'Etat de ministères et de syndicats différents a fait la démonstration que nous étions unis et nous n'avons pas l'intention de nous laisser exterminer !

Le mot d'ordre de cette journée d'action portait essentiellement **la levée du moratoire qui empêche les recrutements et n'arrête pas l'hémorragie de la perte des effectifs et des missions.**

Dans le cadre du préavis de grève, le collectif CGT Ouvriers d'Etat a rencontré la Directrice de cabinet de la ministre de la Fonction Publique. Au cours de cette rencontre, nous avons pu constater la cacophonie qui règne entre les ministères où chacun y va de ses déclarations et de ses propres intentions alors que la décision dépend toujours de Matignon et reste identique : c'est le ministère de la Fonction Publique qui a la main sur ce dossier !

La seule réponse apportée par la directrice de cabinet est **une nouvelle demande d'arbitrage** de la Fonction Publique à Matignon pour statuer sur :

- le futur statut unique en préparation dans les services du ministère de la Fonction publique (DGAFP)
- les futurs recrutements d'ouvriers d'Etat.

Malgré les déclarations des ministères de la Défense et de l'Ecologie, rien n'a évolué, nous sommes toujours coincés entre :

- **Un statu quo avec un moratoire** et des autorisations de recruter au compte goutte (1 recrutement pour 5 départs) qui condamne les Ouvriers d'Etat à court terme.
- **Un projet de quasi statut unique** (sans promesses d'embauches massives) qui risquerait de plonger les Ouvriers d'Etat en place dans un corps mort.

Dans un contexte de tempête gouvernementale, nous constatons que le sujet des Ouvriers d'Etat n'est pas un souci majeur, il semble enterré ou alors se régler en catimini au sein du Ministère de la Fonction Publique.

Nous ne pouvons pas accepter de tels scénarios qui viseraient à réduire nos missions, nos métiers, nos emplois à peau de chagrin. Nous avons pour exemple les projets du MINDEF qui veut supprimer les bordereaux de salaires et réduire le nombre de professions de 75 à 17 ainsi qu'un rapport ciblant les OPA exprimant les besoins à seulement un tiers des effectifs.

A maintes reprises la Fonction Publique a essayé de démontrer que certains recrutements d'ouvriers d'Etat ont été abusifs et auraient dû se faire sous statut fonctionnaire.

Pour la CGT, le problème n'est pas la frontière entre les missions des Ouvriers d'Etat et les fonctionnaires mais l'externalisation des missions vers le secteur privé qui se traduit non seulement par une perte des compétences mais aussi par une inefficacité et des surcoûts.

L'avenir des ouvriers d'Etat dépend de décisions politiques

La CGT exige toujours **la tenue d'une table ronde** avec tous les interlocuteurs (ministères, employeurs, organisations syndicales) afin d'arrêter la cacophonie entre ministères, de définir les périmètres de nos missions (historiques et nouvelles) et obtenir une volonté politique d'embauches pour assurer la continuité (et la reconquête) de nos missions de service public.

Pour la CGT, le sujet des Ouvriers d'Etat doit être mis sur la place publique et doit être abordé dans le contexte global de la fonction publique du 21^{ème} siècle.

Les missions des Ouvriers d'Etat sont un enjeu pour le service public

Les missions des Ouvriers d'Etat, quel que soit le ministère, sont une nécessité pour le service public.

Nous devons faire prendre conscience aux parlementaires, à la population que

- les missions dévolues aux Ouvriers d'Etat sont nécessaires et complémentaires aux missions des fonctionnaires.
- l'Etat doit conserver des compétences, ces missions ne peuvent et ne doivent pas être confiées au secteur privé,

Le 26 mai est une étape dans le combat que la CGT mène pour la défense du service public et la reconquête des missions des Ouvriers d'Etat.

Nous ne lâcherons pas la pression et nous poursuivons le combat :

- **En continuant d'interpeller nos chefs de service et d'établissement pour revendiquer des embauches sous statut immédiates. Il est impératif qu'ils fassent remonter les véritables besoins en effectifs et ne se contentent de répondre aux directives des ministères**
- **En interpellant les parlementaires locaux pour leur faire prendre conscience de l'importance des missions des Ouvriers d'Etat au sein de la Fonction Publique. Les faire sortir d'une vision dogmatique de réduction des moyens et des effectifs notamment lors du vote de la loi de finance. Leur demander de saisir le Gouvernement pour obtenir la table ronde que revendique la CGT**

Au niveau national, dans chaque ministère, chaque fédération, chaque syndicat continue à mettre la pression pour obtenir la levée du moratoire.

Le collectif Ouvrier continue à mettre la pression auprès de la Matignon et de la Fonction Publique

**Le 26 mai nous avons réussi notre rapport de force,
Continuons le combat dans l'unité et la solidarité
pour sauver nos missions, nos emplois et nos statuts !**

Préavis de grève Ouvriers d'Etat 26 mai 2016
Compte rendu CGT audience Fonction Publique
Mercredi 25 mai 2016

Présents :

CGT : JM.CANON, H.BAYLAC, C.BREUIL, A.MERBAH.

Cabinet de la Ministre de la Fonction Publique: Myriam BERNARD

Suite à notre préavis de grève déposée au titre du collectif Ouvrier auprès de la Ministre de la Fonction Publique, nous avons été reçus par sa directrice de cabinet adjointe en charge de la fonction publique et du dialogue social.

Les premiers échanges se sont avérés assez tendus en raison du contexte social, avec un gouvernement qui est vent debout contre la CGT en lutte contre la loi EL KHOMRI.

Nous posons notre principale revendication : obtenir le déblocage des recrutements, la levée définitive du moratoire imposé par Matignon et le Budget suite aux rapports de la cour des comptes de 2011 et 2012 et des recrutements en nombre suffisants pour l'exercice et la reconquête de nos missions.

Nous mettons en avant la détermination des ouvriers d'Etat qui se retrouvent coincés par une décision de Matignon (bleu) qui indique que les futurs recrutements se feront sous un nouveau statut et l'immobilisme du gouvernement qui condamne le corps des OE à court terme.

M.BERNARD affirme la doctrine du Gouvernement : les missions publiques permanentes sont effectuées en priorité par les fonctionnaires sauf dans certains cas (qui ne peuvent être effectués par des fonctionnaires) où le statut des ouvriers d'Etat peut encore se justifier.

Pour elle, les Ouvriers d'Etat font parti du statut des fonctionnaires, mais il ya eu des abus car beaucoup d'emplois d'ouvriers peuvent être effectués par des fonctionnaires.

Nous lui faisons remarquer que ce couplet, le gouvernement nous le sert depuis 2013 et en attendant rien n'avance : la seule réalité étant la diminution importante des effectifs ce qui contribue à la perte de nos missions. Le problème pour nous n'est pas le chevauchement avec les missions des fonctionnaires mais l'externalisation vers le secteur privé.

Par ailleurs, nous faisons observer que c'est le gouvernement qui souhaitait une réforme et qui, après de trop nombreux mois d'attente, n'a toujours rien proposé.

Elle fut contrainte de reconnaître l'action de la CGT ainsi que le retard pris par le gouvernement sur ce dossier.

Nous pointons alors la cacophonie qui continue dans nos ministères :

- A la Défense, le ministre annonce qu'il a demandé au 1^{er} ministre de garder la main pour les OE mais en contrepartie de l'abandon des bordereaux de salaire et de la réduction des professions (75 à 17). Il lui faut pour cela modifier les décrets et se met comme objectif une validation pour le CTM du 28 juin.
- Au ministère de l'Ecologie ; la DRH annonce l'abandon du projet de quasi statut interministériel et veut mener une réflexion sur l'avenir des OPA.
- A la DGAC, contre l'interdiction de recruter des Ouvriers informaticiens le directeur propose aux Organisations syndicales de travailler sur un statut de contractuel (spécifique Aviation Civile) pour recruter sur les missions des ouvriers.

Pour la CGT, ces annonces sont contradictoires avec le courrier du 1^{er} ministre indiquant que le dossier des ouvriers d'Etat est de la responsabilité de la Fonction Publique et dénote un manque de communication entre les ministères, la Fonction Publique et Matignon.

M.BERNARD semble surprise par nos propos et nous confirme que, à ce stade, aucun ministère n'a de mandat pour avancer séparément sur la gestion des ouvriers d'Etat.

La CGT en a assez de cette cacophonie et des effets d'annonce qui durent depuis plus de 3 ans. Nous réitérons notre demande de table ronde avec les ministères, les employeurs et les Organisations syndicales. Il faut démarrer sur de bonnes bases notamment à partir des missions

M.BERNARD partage notre analyse, il faut que cette cacophonie cesse. Elle vient de faire une nouvelle demande d'arbitrage auprès de Matignon sur 2 points : les recrutements et l'évolution du statut.

Pour nous l'urgence, c'est les recrutements, le statut n'est pas un problème, des statuts nous en avons, ils nous ont permis de recruter jusqu'à présent.

Par contre, il y a urgence par rapport au projet de loi de finances qui doit être bouclé en septembre.

Urgence aussi pour avancer sur le dossier et trouver une solution pérenne pour pouvoir recruter et ce avant les échéances électorales.

Conclusion :

Cette réunion dite de conciliation s'est déroulée dans un contexte social particulièrement tendu.

Une nouvelle fois, nous avons pu mesurer les différences d'approche qui règnent au sein de ce gouvernement et le manque de communication entre ministères.

Visiblement le dossier des Ouvriers ne constituait plus une priorité.

Nous ne sommes pas dupe, la stratégie de l'oubli fait l'affaire du gouvernement et nous condamne à court terme.

La seule réponse que nous apporte la Fonction Publique est une nouvelle demande d'arbitrage sur les recrutements et l'évolution statutaire.

Sur les recrutements, la CGT exige la levée du moratoire pour permettre la pérennisation des embauches.

Sur le statut, nous demandons la consolidation et l'amélioration de nos règles statutaires et de notre régime de retraite.

Suite à cette audience, nous n'avons aucune raison de lever le préavis de grève.

Plus que jamais l'action et l'unité des ouvriers d'Etat CGT sont nécessaires pour défendre nos outils de travail, nos missions, nos emplois et nos statuts.